

[Cliquez ici pour visualiser l'infolettre dans votre navigateur](#)



## **FRANCOPHONIE SYNDICALE**

### **Infolettre numéro 5 - septembre 2017**

#### **Rencontre francophone sur la privatisation et la marchandisation de l'éducation Dakar, Sénégal – 23-26 Octobre 2017**

La dernière décennie a été marquée par une croissance sans précédent des acteurs privés dans l'éducation, notamment dans les pays à faibles revenus, qui est sur le point de transformer en profondeur des systèmes éducatifs déjà fragiles. De nombreux investisseurs, comprenant des entreprises multinationales, s'impliquent à grande échelle dans le marché jugé très lucratif de l'éducation. Certains proposent des services à bas coût, de mauvaise qualité, visant les populations pauvres, tout en s'exonérant des régulations des Etats. La croissance de ces acteurs privés, et plus généralement, de la marchandisation de l'éducation, est particulièrement marquée au niveau du cycle fondamental (primaire et secondaire), là où les injustices sociales se creusent.

Depuis 2015, un consortium international d'organisations travaille sur la privatisation de l'éducation et les droits de l'Homme afin de mieux cerner les enjeux de ce phénomène et d'agir de manière collective et constructive. Au sein de ce consortium, un réseau francophone contre la marchandisation de l'éducation (le réseau francophone) s'est constitué en 2016, dans lequel le CSFEF joue un rôle actif.

Le réseau francophone a organisé un colloque en mars 2016 au siège de l'OIF à Paris puis a lancé *l'appel francophone contre la marchandisation de l'éducation*, qui a reçu le soutien de 302 organisations dans 38 pays.

Cet Appel a été entendu par les chefs d'État et de gouvernement lors du Sommet de la Francophonie, qui s'est tenu à Madagascar en novembre 2016. En effet, l'éducation s'est taillé une place de choix dans la Déclaration qui a été adoptée lors de ce Sommet. Plusieurs paragraphes font écho aux revendications exprimés dans l'Appel, dont l'importance d'avoir des enseignantes et enseignants qualifiés pour une éducation de qualité, l'attachement à l'éducation publique et le contrôle renforcé du secteur éducatif privé. Les chefs d'État et de gouvernement ont aussi manifesté leur inquiétude face à la prolifération des écoles privées.

**Dans le prolongement de ces actions, le réseau francophone organise en octobre 2017 une rencontre francophone sur la marchandisation de l'éducation qui sera l'occasion pour les acteurs impliqués dans la réalisation et la défense du droit à l'éducation (représentants des Etats, des organisations internationales, des ONG, des chercheurs...) de se réunir pour discuter des défis actuels que pose l'accroissement sans précédent des acteurs privés dans l'éducation, et de**

**développer une réponse qui soit en phase avec l'histoire, les valeurs, et la culture des sociétés de la Francophonie.**

## Objectifs de la rencontre

- **Promouvoir et développer la discussion sur la gouvernance des systèmes éducatifs dans les pays francophones, en particulier dans le contexte de l'émergence d'acteurs privés et de la marchandisation croissante de l'éducation.**
- **Faire émerger les positionnements et spécificités potentielles dans l'approche du droit à l'éducation et du rôle de l'Etat ou des acteurs privés, à travers le monde francophone, afin de pouvoir faire porter cette vision au niveau international.**
- **Contribuer à promouvoir la recherche transnationale sur l'éducation dans l'espace francophone, et en particulier sur les problématiques liées au rôle des acteurs privés dans les pays en voie de développement.**
- **Renforcer un réseau d'acteurs francophones agissant de manière collaborative pour échanger et trouver des solutions communes aux enjeux liés à la marchandisation et à la privatisation de l'éducation.**

## L'action du CSFEF durant la Rencontre

Le CSFEF est très impliqué dans la préparation de cette Rencontre, il y sera représenté par des membres du Bureau ainsi que par des camarades désignés délégués par la Coalition éducation de leur pays.

Les camarades qui assisteront au colloque de Dakar sont invités à prendre contact avec le maximum d'organisation de leur pays afin de relayer la vision la plus précise possible des questions de marchandisation et de privatisation qui se posent dans leur pays. Notre vision syndical s'attachera à faire l'état des lieux des problèmes, les actions syndicales menées, ainsi que les progrès réalisés dans la lutte contre la marchandisation.

Les camarades qui n'assistent pas au colloque sont invités à prendre contact avec le représentant de la coalition éducation de leur pays, à défaut avec le CSFEF directement, afin de lui donner des éléments syndicaux pouvant étayer ses interventions au colloque.

Pour toute question n'hésitez pas à contacter le CSFEF par l'intermédiaire de son président ou de son secrétaire général.

## Programme de la Rencontre

Le colloque aura lieu entièrement en français, et sera organisé ainsi :

Première partie	Lundi 23 et mardi 24 octobre	Un jour et demi d'échange sur la situation des écoles privées et de la marchandisation dans les pays francophones
Deuxième partie	Mardi 24 et mercredi 25 octobre	Un jour et demi de consultations sur les principes directeurs des droits de l'Homme devant guider les obligations des Etats vis-à-vis des écoles privées

Conclusion	Jeudi 26 octobre matin	Réfléchir aux solutions en terme de politiques publiques aux défis identifiés, apporter la voix des acteurs francophones dans la constitution de ces principes
------------	---------------------------	--

- **Etat des lieux de la privatisation et marchandisation de l'éducation dans les pays francophones**

Cette première partie de rencontre permettra de faire un état des lieux du développement de l'école privée et de la marchandisation de l'éducation dans les pays francophones en présentant des recherches qui ont été menées dans plusieurs pays (Haïti, Maroc, Côte d'Ivoire, RDC) et en échangeant en groupe sur la situation dans les autres pays. Elle sera aussi l'occasion de faire le point sur les recherches actuelles ou à venir sur cette thématique en évaluant les besoins et en facilitant une synergie entre les chercheurs francophones. Elle contribuera également à renforcer les partenariats entre les différents acteurs présents afin de réaliser ensemble le droit à l'éducation pour tous.

- **Consultation sur les principes directeurs sur les obligations des Etats en matière d'écoles privées**

Le secrétariat pour la rédaction de ces principes directeurs, qui est formé par Global Initiative for Economic, Social and Cultural Rights (GI-ESCR), Right to Education Initiative (RTE), et l'Open Society Foundation Education Support Program (OSF-ESP), a organisé, dans le cadre d'une démarche consultative pour le développement de ces principes, plusieurs consultations régionales et thématiques en 2016 et 2017. Plusieurs consultations régionales ont déjà eu lieu, y compris à [Bangkok](#) (pour l'Asie), à [Nairobi](#) (pour l'Afrique de l'est), et à l'UNESCO à Paris (pour les acteurs du Nord). Ces consultations invitent une variété d'intervenants comprenant des organisations de la société civile, des représentants étatiques, des organisations relatives aux droits de l'Homme, des experts du droit à l'éducation, des chercheurs, et des organisations internationales ou régionales à revoir, commenter et discuter ensemble une version préliminaire des principes.

Pour le CSFEF,

Luc Allaire  
Secrétaire général  
[allaire.luc@lacsq.org](mailto:allaire.luc@lacsq.org)

Jean-Hervé Cohen  
Président  
[president@csfef.org](mailto:president@csfef.org)

Pour en savoir plus : [www.csfef.org](http://www.csfef.org)



ENVOYER À UN AMI



SITE WEB



Plus de nouvelles disponibles sur notre site Web : <http://www.csfef.org/>